



Bruxelles, le 3 juillet 2018

Monsieur Jean-Claude Marcourt  
Vice-Président, Ministre de la Recherche et des  
Médias du Gouvernement de la Fédération  
Wallonie-Bruxelles  
[jeanclaudio.marcourt@gov.cfwb.be](mailto:jeanclaudio.marcourt@gov.cfwb.be)

Nos références : 2018-07-03-OME-CSA-Circulaire-Accessibilité  
Votre correspondant : Olivier Magritte  
Annexes :

Objet : *Projet de circulaire du CSA relative à l'accessibilité des media  
télévisuels*

Monsieur

Le Belgian Disability Forum asbl (BDF) tient à vous interpeller dans le cadre de l'actuelle discussion du futur contrat de gestion de la RTBF.

Il est capital que l'accessibilité des médias télévisuels aux personnes handicapées soit garantie et développée ! Il s'agit d'un enjeu majeur en matière d'accès à l'information et à la culture.

La RTBF, en tant que service public, est concernée au premier chef par la mise en œuvre de la Directive européenne 2010/13/UE du 10 mars 2010 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la fourniture des services de médias audiovisuels (directive « Services de médias audiovisuels »).

Si la RTBF a respecté les clauses prévues dans son actuel contrat de gestion, il faut reconnaître que les quelques 5% d'accessibilité aux personnes handicapées des programmes, émissions, films ne peuvent être considérés comme suffisants.

Le Collège d'avis du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) se prononcera ce 5 juillet sur une circulaire relative aux obligations et engagements des médias, dont la RTBF, concernant l'accessibilité des programmes, émissions, films, ... aux personnes handicapées. Cette

Bruxelles, le 3 juillet 2018

circulaire devrait représenter une avancée significative aux yeux du BDF, car elle prévoit une accessibilité à 95% des programmes, moyennant un phasage et certains aménagements .

Ce faisant, elle est conforme aux exigences de la Directive européenne « Services de médias audiovisuels ».

L'enjeu de la prise en compte de ces obligation dans le cadre du futur contrat de gestion de la RTBF devient donc crucial et urgent ! Une adéquation réelle et cohérente entre celui-ci et les objectifs d'accessibilité repris dans la circulaire du CSA sont une nécessité.

Vous le savez, la Convention ONU relative aux Droits des Personnes Handicapées et, en l'occurrence, son article 21, s'imposent aux États signataires . Elle signifie l'inclusion effective des personnes handicapées et de leurs familles dans toutes les facettes de la société. En 2019, la Belgique devra faire rapport au Comité des droits des personnes handicapées sur la manière dont elle aura répondu aux observations et recommandations que le Comité lui a adressées le 3 octobre 2014 (voir <http://bdf.belgium.be/fr/th%C3%A9matiques/recommandations-onu.html>). Les paragraphes 21 et 23 de ces recommandations concernent directement l'accessibilité des médias !

C'est donc avec insistance que nous vous demandons de veiller à ce que les moyens dédiés à la RTBF, télévision de service public à toutes et tous dont les personnes handicapées, garantissent la concrétisation d'une réelle accessibilité de ses programmes et se retrouvent finalisés le plus rapidement possible dans un Contrat de Gestion.

En vous remerciant pour le suivi que vous voudrez bien apportez à notre courrier, veuillez, Monsieur, croire à notre très haute considération



Gisèle MARLIERE  
Secrétaire générale



Pierre GYSELINCK  
Président